

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 648

Artikel: De la propagande au conditionnement
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013173>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉMOCRATIE

Kaiseraugst: la politique a ses raisons...

Une centrale nucléaire à Kaiseraugst? La commission ad hoc du Conseil des Etats ne l'exclut donc pas, puisqu'elle vient d'admettre, à une large majorité, que la Suisse aurait besoin, pour assurer son approvisionnement énergétique, d'une nouvelle centrale nucléaire dans la première moitié des années 1990. Prise de position politique de principe qui n'a surpris personne, dans l'état actuel des rapports de forces parmi les conseillers aux Etats. Prise de position qui rejoint celle du Conseil fédéral sur la question et qui court-circuite une fois de plus gaillardement les hésitations des experts mandatés pour juger du «besoin» helvétique en matière nucléaire. La

politique a ses raisons que la science ne connaît pas.

Et en attendant le résultat des consultations «approfondies» auxquelles procéderont les commissaires d'ici au 12 novembre, on fera comme si l'opposition maintes fois affirmée de toute la région de Kaiseraugst à la construction d'une centrale n'existait pas. La politique a ses raisons que la géographie fédéraliste ne connaît pas.

Finalement on peut compter sur les commissaires pour ne pas oublier une chose: l'enjeu crucial de toute la procédure actuelle engagée à propos de Kaiseraugst est la fixation du dédommagement éventuel qu'espère le lobby atomique helvétique en cas d'annulation de l'autorisation de site accordée en bonne et due forme en 1972. La politique a ses raisons que la finance connaît.

DOCUMENT

De la propagande au conditionnement

La perspective d'une décision des Chambres fédérales à propos de Kaiseraugst va à n'en pas douter provoquer la multiplication des efforts de propagande et d'information. Alors même qu'on peut raisonnablement penser que tout ce qui devait absolument être dit a été dit. On a vu dans le précédent numéro de DP («Kaiseraugst, quitte ou double»), quels sont les styles en présence, côté opposants et côté partisans, ces derniers largement subsidiés par les collectivités publiques qui dominent les entreprises de production d'électricité, toutes engagées dans l'expansion nucléaire.

Ce qu'on sait moins, et qui mérite un rappel, c'est qu'il y a longtemps que les problèmes d'information et d'éducation posés par l'utilisation pacifique de l'atome ont été reconnus, avec leurs retombées

éventuelles sur la santé psychique des populations concernées. Ainsi, au début des années cinquante, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaissait que «l'avènement de l'ère atomique pourrait avoir des effets pathogènes dans le domaine de la santé mentale». Une commission d'étude était même mise au travail sur le thème «Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques»; cette commission rendait rapport en 1958; au fil de ce travail, les experts consultés, non contents d'admettre que «l'apparition d'une source d'énergie aux possibilités aussi immenses est de nature à susciter des réactions psychologiques profondes, dont certaines devront sans doute être considérées comme plus ou moins pathologiques», se lançaient dans une sorte de mode d'emploi psychologique de l'atome. Leurs conclusions et leurs recommandations jettent une lumière crue sur les offensives de charme menées par les pro-nucléaires et leurs officines spécialisées depuis des années.

Voyez plutôt ce que ces spécialistes mandatés par l'OMS écrivaient il y a plus de vingt ans au chapitre des «mesures positives destinées à augmenter la confiance du public»: Nous citons:

On a déjà dit qu'en utilisant la propagande pour restaurer la confiance du public, on risque fort d'aboutir à un échec. Il faut plutôt envisager le problème sous l'angle d'un processus de conditionnement. Ainsi, pendant la deuxième guerre, le cas des réfugiés a montré que les hommes acquièrent des réflexes qui sont ensuite déclenchés automatiquement par des symboles autrefois chargés d'une signification terrifiante; par exemple la vue d'un uniforme militaire suscitera parfois une terreur irrationnelle, même dans un milieu ami. On a pu modifier ce mécanisme en familiarisant prudemment et progressivement le réfugié avec les objets redoutés et en développant chez lui une compréhension affective en même temps qu'intellectuelle de la signification de ces objets. On peut appliquer cette leçon à l'implantation des usines atomiques, c'est-à-dire peser les avantages respectifs, du point de vue psychologique, de la solution qui consiste à implanter les usines atomiques dans des régions isolées, et de celle qui consisterait à familiariser le public avec l'énergie atomique en installant les usines près de lui.

L'Atomic Energy of Canada Ltd a donné un bon exemple en encourageant le public à visiter son installation de Chalk River. Cette mesure a rencontré un grand succès, ainsi qu'en témoignent les quelque 4000 visiteurs qui font chaque année le trajet d'au moins 400 km aller et retour. A ces visites s'ajoute un programme dynamique d'éducation de la population. Le secret de cette réussite semble résider dans le fait que les visites sont ouvertement encouragées et non pas seulement admises d'une manière passive, avec toutes sortes de conditions et de réserves.

Peut-être le passage du processus de fission à celui de fusion dans la technique nucléaire aura-t-il, en

théorie du moins, un effet plus positif sur l'imagination du public. On peut se demander si l'on n'aurait pas intérêt, en présentant ce processus au public, à souligner le fait que la fusion est également à l'origine de l'énergie solaire. Il est à craindre toutefois que l'association qui s'est créée d'emblée entre l'idée de fusion et la possibilité de fabriquer des armes encore plus destructrices que les précédentes ait déjà empoisonné l'attitude du public à cet égard et ruiné à l'avance une possibilité qui aurait pu être intéressante.

Voilà ce qui s'appelle ne pas se payer de mots sur les capacités de compréhension du grand public! Et depuis le temps, les techniques de conditionnement de l'opinion ont fait de grands progrès...

Noter que les experts de l'OMS n'ont pas plus confiance dans les journalistes que dans les populations en général:

Par certains côtés, les comptes rendus parus dans la presse sur les problèmes atomiques ont une part de responsabilité dans la genèse de l'anxiété publique. Il faut donc éduquer les journalistes pour qu'ils comprennent mieux les répercussions possibles des nouvelles publiées. C'est ce qui a été fait avec beaucoup de succès au Royaume-Uni pour un groupe de journalistes (reporters scientifiques) à qui l'Atomic Energy Authority a donné la possibilité d'étudier les questions atomiques à un niveau scientifique élevé. Il n'est pas dit qu'en générali-

sant cette pratique on parviendra à éliminer complètement le problème des titres à sensation (qu'il conviendrait d'étudier de plus près), non plus que le «coup de publicité»; mais, en relevant le niveau général de culture et d'intégrité scientifiques des reporters spécialisés, on réussirait certainement à exercer une bonne influence sur l'ensemble des journalistes. On s'approcherait encore de la solution en instituant, parallèlement à ce redressement éducatif, un service d'information vraiment efficace, aisément accessible et auquel tous les journalistes pourraient s'adresser en confiance. La distance paraît grande dans chaque pays entre ces

SUITE ET FIN AU VERSO

BESOINS

Les prévisions des foutriquets

Dans la perspective de la prise de décision parlementaire à propos de Kaiseraugst et de l'évaluation de la «clause du besoin», il est intéressant de s'arrêter aux prévisions¹, surtout lorsqu'elles concernent les années que nous vivons, ce qui permet de les comparer avec les faits.

En 1972, les prévisions établies par la Shell annonçaient pour maintenant une consommation d'énergie mondiale de 15% supérieure à ce qu'elle est. En ce qui concerne le seul pétrole, l'erreur est de 27%. Quant aux centrales nucléaires, elles fournissent le quart de ce qui était prévu. La même année, la Shell publiait des prévisions à plus long terme: on pense maintenant que l'erreur, pour le pétrole, sera de 40%. Dégoûtée, la Shell aurait fermé son office des prévisions et naviguerait à vue!

Citons «Kaiseraugst... indispensable?»¹: «En Suisse, l'Office fédéral pour l'énergie a déclaré

en 1972 que la Suisse aurait besoin, en l'an 2000, de plus de 2000 PJ (1015 joules) d'énergie (en 1973, ces besoins étaient de 725 PJ). Quatre ans plus tard, la Commission fédérale pour la conception globale (GEK) de l'énergie ne prévoyait, dans son rapport intermédiaire, qu'une consommation de 1185 PJ pour la fin du siècle. Dans son rapport final de 1978, la majorité de la commission GEK était arrivée à 880 PJ, c'est-à-dire moins de la moitié.»

Et dans le domaine technique, les prévisions sont aussi peu crédibles que dans le domaine économique. Nous avons déjà évoqué dans ces colonnes le cas de l'usine de La Hague qui, en 1980, n'avait retraité que le... 7% des déchets radioactifs prévus lors de la construction de l'usine, seulement cinq ans plus tôt!

Même incertitude à propos des risques d'accidents. Pendant de nombreuses années, le rapport Rasmussen fut la bible de nucléocrates: il prévoyait un accident grave avec fusion possible du cœur d'un réacteur tous les 20 000 ans. Qu'est-ce qu'on a pu nous casser les pieds avec le rapport Rasmussen! Survient l'accident du

réacteur de Three Mile Island, dont on sait, depuis peu, que le cœur a partiellement fondu. On aurait pu se dire que, vraiment, on n'avait pas eu de chance pour qu'un accident si peu probable survienne si rapidement. La très sérieuse et américaine Nuclear Regulatory Commission (NRC) reprend l'analyse de tous les pépins des onze dernières années pour découvrir que les risques d'accident grave sont de 1 pour 1000 ans par réacteur et pas 20 000 ans comme le prétendait Rasmussen. Avec 74 réacteurs en fonction, les USA courent le risque d'un accident grave tous les treize ans et demi: voilà qui nous remet les yeux en face des trous.

La clause du besoin est une sottise parce que les prévisionnistes sont des foutriquets. Peut-être des foutriquets docteurs-professeurs. Peut-être des foutriquets électronifiés. Mais des foutriquets tout de même.

¹ Voir «Kaiseraugst... indispensable?», la brochure publiée par les organisations suisses de protection de l'environnement dont nous rendons compte dans DP 647 (12.8.82).

SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

De la propagande au conditionnement

objectifs idéaux et la situation actuelle; un examen vraiment scientifique s'impose donc. On note à ce propos que la nouvelle Agence internationale de l'Energie atomique se propose d'instituer une section des relations publiques qui comprendra deux fonctionnaires et deux secrétaires. Le caractère très particulier de la responsabilité assumée par ceux qui sont appelés à renseigner le public sur les questions atomiques semblerait justifier une formation spéciale très poussée.

AUTORITÉS: TRÈS ABSORBÉES...

En qui avoir confiance dès lors? Les hommes politiques, les autorités? Pas davantage! Lisez plutôt:

Enfin, si l'on considère la position des dirigeants et des autorités, il y a peu d'espoir qu'une forme quelconque d'action ou d'éducation sur le plan de

la santé mentale amène une modification générale de leurs attitudes, car ces hommes sont nécessairement absorbés par l'effort qu'ils doivent faire pour s'adapter à un monde en voie de transformation constante. Cependant, on pourrait faire beaucoup en améliorant la compréhension entre les savants et les autorités. Il faut que les autorités comprennent qu'il n'entre pas dans le rôle du savant d'énoncer des jugements de caractère psychologique ou moral sur des problèmes scientifiques, et qu'en demandant aux hommes de science d'exprimer de tels jugements on les met dans une situation impossible. De leur côté, les savants doivent comprendre la position des autorités, placées, comme elles le sont souvent, devant la nécessité de prendre une décision précise sur la base de faits pour le moins équivoques, dont elles ne comprennent pas toujours parfaitement la signification et dont elles ont par conséquent tendance à se méfier.

Voilà quelques lignes qu'il serait difficile d'écrire aujourd'hui en Suisse alors que les parlementaires s'approprient à trancher souverainement de la question de Kaiseraugst!

POINT DE VUE

... comme la lune

Deux explications possibles: a) ils sont, de bas en haut, ou emploient des gens à ce point *incompétents* qu'aucune garantie de travail techniquement correct ne peut leur être demandée; b) les raisons premières et dernières du choix des sites n'ont rien à voir avec la géologie mais tout avec d'obscures et hasardeuses magouilles économique-politiques.

Examen fait, en compagnie de géologues compétents et connaissant bien les régions concernées, des projets de forages d'exploration concoctés par la CEDRA près de Travers (NE) et la Heutte-

A signaler: près de Travers, une mine d'asphalte; près de la Heutte, une grosse cimenterie. Tiens. Dans cette dernière région, une rumeur, déjà: un site de stockage permettrait à la cimenterie de ne pas supprimer une centaine d'emplois...

Moralité: s'il faut stocker définitivement des déchets nucléaires en Suisse — et on ne voit guère comment l'éviter — mieux vaut laisser alors l'affaire aux mains de techniciens opposés à l'électronucléaire. Eux, au moins, s'obligeront à trouver les solutions les moins hasardeuses et, par trouille et par rage, fourniront un boulot techniquement correct.

Les autorités fédérales, partie prenante de la CEDRA, devraient comprendre qu'il n'y a pas grand-chose à attendre — sinon des solutions au rabais — des branquignols actuels de la CEDRA.

* * *

Second exemple de technocratie bobet. L'officialité agricole neuchâteloise a décidé de lutter contre les pullulations de campagnols à coups de toxiques chimiques, en l'espèce un anticoagulant dérivé de la coumarine. Le truc, pas subtil pour un rond, dans la pure ligne de l'agrochimie épaisse, sera peut-être efficace à court terme. Ne serait-ce que parce que tout indique qu'apparaîtront des toxicorésistances, le moyen est condamné pour le long, voire le moyen terme déjà. Par ailleurs, aucune étude, absolument aucune étude sérieuse des applications déjà faites n'a été entreprise. Pire, les études déjà réalisées — principalement à Changins — sur la biologie et le comportement des campagnols ont été ignorées ou écartées. Bref: la précipitation habituelle, les visées à court terme habituelles, le merdier habituel. Tout cela n'empêchera probablement pas d'autres cantons de foncer tête baissée dans le même merdier.

On vit une époque passionnante.

Gil Stauffer

Frinvilier (Les Coperies, JB), il apparaît à l'évidence que la CEDRA se fout du monde. Les conditions hydrogéologiques présentées par les sites en question sont à ce point peu favorables au stockage de déchets radioactifs que le dernier des derniers étudiants en géologie aurait tôt fait de s'en rendre compte. Ne s'en rendrait-il pas immédiatement compte qu'il se ferait botter le cul à la vitesse de la lumière et se verrait conseiller aussi sec d'aller vendre plutôt des glaces et des sucettes.

Comment, alors, la CEDRA a-t-elle pu inclure ces régions dans sa liste de sites à explorer? Mystère.

Selon un géologue: *c'est incroyable, c'est incompréhensible; si c'est partout comme ça, le stockage des déchets dans ce pays va être un beau merdier...*